

Refonder le fonctionnement politique et administratif en France : Nécessaire ? Possible ? Comment ?

1 - Les analogies historiques

Commençons par quelques analogies historiques pour montrer que la sclérose militaire, administrative et politique française est un fait national ancien et, ainsi, prouver la nécessité d'une réforme drastique de nos pensées, habitudes et comportements politiques.

En 1940, la France, mal préparée par une doctrine militaire fondée sur le principe de précaution, perd en quelques semaines la bataille, malgré les avertissements d'un responsable plus avisé (De Gaulle).

Loin de s'excuser, les militaires soutenus par des politiques peu brillants, expliquent que si la France a perdu ce n'est pas de leur faute mais de celle du relâchement général des Français et de la France, et en particulier des avancées du Front Populaire. Pensez donc, les congés payés, 2 semaines de paresse pour chaque travailleur, c'est forcément cela la raison de la défaite.

L'extrême-droite, la droite réactionnaire et modérée, les radicaux, les socialistes, tous votent les pleins pouvoirs à Pétain.

Sur 649 suffrages exprimés :

- 80 parlementaires (57 députés et 23 sénateurs) votent « non » ;
- 569 approuvent (357 députés et 212 sénateurs) (soit 87,67 % des suffrages exprimés) ;
- 20 autres parlementaires s'abstiennent (12 députés et 8 sénateurs dont 3 après une demande de rectification de leur vote).

Des 569 votants en faveur des pleins pouvoirs, 286 parlementaires ont une étiquette de gauche ou de centre-gauche et 237 ont une étiquette de droite ou de centre-droit et 46 sont sans étiquette. Des 80 votants contre, 73 ont une étiquette de gauche ou de centre-gauche et 7 ont une étiquette de droite ou de centre-droit.

Nota : les communistes, soumis à l'URSS, elle-même alliée d'Hitler, avaient été suspendus de leurs fonctions et n'avaient donc pu prendre part au scrutin. Mais ils avaient contacté les autorités allemandes pour demander l'autorisation de faire réparaître l'Humanité et écrivaient même « Il est particulièrement réconfortant en ces temps de malheur de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir avec les soldats allemands, soit dans la rue, soit au bistro du coin. Bravo camarades, continuez même si cela ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants ! La fraternité des peuples ne sera pas toujours une espérance, elle deviendra une réalité vivante » (L'Humanité, 4 juillet 1940)

S'ensuivirent 4 années de vraie dictature, pas seulement sous la contrainte des Allemands puisque les autorités françaises, sous couvert de légalisme, appliquaient des mesures parfois au-delà de ce qu'exigeait l'occupant. *La communauté juive française fut la plus forte communauté juive d'un pays occupé à avoir échappé à la solution finale. Mais c'était l'esprit de résistance passive des Français qui a freiné les arrestations, pas du tout le gouvernement français. (le Pétain-bouclier est un fantasme auquel plus personne informée ne croit)*

Pour résumer, les élites se trompent, mais, au lieu de le reconnaître, elles font croire au pauvre citoyen que tout est de sa faute et en déduisent des mesures d'autorité qui confortent leur pouvoir.

De Gaulle, avec quelques rares socialistes et une petite partie de la droite nationaliste, sont condamnés par le régime, essentiellement parce que leur opposition se doublait d'une clairvoyance qui faisait totalement défaut à ces élites.

En 2008, le système financier s'effondre à cause des subprimes. Les Américains et les Anglais, qui comprennent ce qui est en train d'arriver, ouvrent le robinet monétaire alors que l'Europe, sous la conduite de l'ineffable Trichet, refuse d'agir.

Il fallut attendre l'arrivée de Mario Draghi à la BCE (2011, soit 3 ans après !) pour que, enfin, l'Europe desserre les vannes monétaires.

Et qu'entendait-on alors ? Que les Américains et les Anglais étaient des irresponsables et que les Européens avaient appliqué une bonne politique... qui pourtant échouait ! Les Américains et Anglais avaient réussi à sortir leur pays de la crise ? Ceci est bien accessoire pour nos esprits éclairés.

Toujours la même situation : les élites incapables font la morale aux quelques clairvoyants.

Certains (très majoritairement des Américains plus quelques Français "non alignés") avaient vu avant 2008 ce qui risquait de se passer et pourquoi, mais ils n'étaient pas écoutés. C'est d'ailleurs parce que les Américains écoutaient (et lisaient) un peu plus qu'ils ont appliqué rapidement les bons remèdes monétaires (le "quantitative easing") quand l'Europe attendait 3 ans pour enfin agir.

Si maintenant, vous essayez de leur faire dire ce qui s'est passé, on vous dira : la responsabilité de la crise était américaine (c'est vrai) et nous Européens n'y sommes pour rien (c'est vrai pour la cause mais pas du tout pour les remèdes appliqués). Est-ce une raison pour ne pas appliquer les bon remèdes ?

Conclusion, les élites européennes sont infaillibles, même quand elles n'écoutaient pas les lanceurs d'alertes (avant 2008) ou ensuite ceux qui agissaient efficacement (les Américains et Anglais dès le début de la crise en 2008).

En 2020, après les élites militaires et les élites "financières" (guillemets, car on s'aperçoit qu'elles ne comprenaient guère la finance et l'économie), c'est au tour des élites gestionnaires de se tromper.

Là encore, il y avait bien des clairvoyants qui s'inquiétaient à juste titre des mesures d'austérité, mais ceux-ci n'étaient pas écoutés. Les "sachants" leur expliquaient que la croissance des dépenses de santé était trop importante et appliquaient cette politique notamment via un numerus clausus pour les études de médecine. Ce dernier ayant été institué en 1971, cela fait depuis près de 50 années qu'on pouvait constater l'imbécillité de la mesure !!!

Nota : vu que la croissance à but écologique est peu développée et que la croissance des dépenses de santé n'est plus à l'ordre du jour, on peut légitimement se demander à quel autre moteur de croissance pensent nos élites. En fait, mais elles ne le reconnaîtront pas, la seule vraie croissance actuelle est celles des procédures inutiles : lire le très bon bouquin, traduit en français, du chercheur universitaire américain David Graeber, "Bullshits jobs" (boulots à la con).

On se retrouve donc dans la même configuration que lors des deux crises précédemment évoquées :

- des élites (militaires, puis financières et maintenant gestionnaires) incapables d'analyser et comprendre ce qui se passe et surtout totalement fermées aux quelques experts clairvoyants (dédaignés, car pas en accord avec les dogmes officiels)
- des politiques complètement dépassés qui, fervents adeptes du "principe de précaution", optent systématiquement pour la solution qui leur apparaît la moins risquée pour leur carrière ; or, ne pas prendre de risque fut toujours le plus risqué (puisque, à chaque fois, ce fut l'échec)
- un renvoi des responsabilités sur les couches populaires, causes principales des dérèglements selon nos classes supérieures (congrés payés, chômeurs, Français supposés indisciplinés,...)

En synthèse de ces 3 cas, on peut donc noter que l'impréparation des élites françaises et leur irresponsabilité (ce n'est jamais de leur faute) ne sont pas un fait récent : c'est vrai en matière militaire (1940 ne fut pas la première déroute, en 1870 déjà la défaite fut cinglante et en 1914 on fut à deux doigts de perdre aussi rapidement), en matière financière (2008 mais aussi 1929 où la France a fait le choix de l'austérité et est sortie difficilement du marasme) et en matière de gestion (depuis longtemps également, car 2020 ne fut que le révélateur le plus marquant).

Une telle répétition d'échecs tous semblables dans leurs causes n'est donc pas un hasard. On pourrait même y voir une sorte de spécialité française et ce depuis environ 150 ans.

2 - Les causes de nos dysfonctionnements.

Elles sont de trois ordres : politique, administratif et médiatique.

Politiques

Comme on le note régulièrement la classe politique française fait preuve de beaucoup de conservatisme et choisit généralement l'option qui lui semble la moins risquée, même si celle-ci fut au final la plus risquée :

- militairement, après Napoléon, la France a perdu pratiquement toutes ses guerres. En 1914-1918, il s'en est fallu de peu qu'elle perde (même vers la fin) et, en 1870, ce fut une déroute aussi historique qu'en 1940
- économiquement, les capacités intellectuelles des chercheurs et ingénieurs français n'ont pas permis de développer une économie aussi performante qu'on aurait pu l'attendre, certainement à cause d'un conservatisme plus prononcé de notre patronat (par rapport au capitalisme rhénan, plus social, ou anglo-saxon, plus libéral)
- politiquement, la France a toujours joué le centralisme et les décisions venues d'en haut, mais pas toujours avec l'énergie et l'ambition qu'il aurait fallu pour réussir (plan Calcul, Europe,...)

En fait, les professionnels de la politique sont à l'image des Français : souvent intelligents, "relationnels" (beaucoup), mais aussi craintifs et perfectionnistes (causes probables de leur conservatisme).

(hauts) Fonctionnaires

Lu récemment dans un journal : "les fonctionnaires partagent tous, au nom du principe de précaution et des règles de la commande publique, la peur d'être hors des clous, explique un industriel. Par réflexe, ils sortent le parapluie et tout est lent".

J'ajouterai que, vu la grande "militarisation" de notre fonction publique (règles, hiérarchie,...) et le "pouvoir" (entre guillemets, car c'est souvent le pouvoir de ne pas décider) de la haute administration (l'ENA et ses corps, en particulier), cela renforce l'immobilisme par un double mécanisme :

- obligation d'obéissance "littérale", ce qui interdit à tout fonctionnaire de faire quelque écart par rapport aux textes, même quand ceux-ci sont mal rédigés au point d'être en contradiction avec l'esprit de la loi (j'ai de nombreux exemples concrets)

- conformisme général, ce qui induit qu'un haut fonctionnaire (qui a pourtant le pouvoir, en théorie) considère généralement que toute initiative aura une bonne probabilité de se retourner lui. Comme l'ensemble du corps administratif est culturellement conservateur, toute initiative a de forte chance d'être contrée non seulement par les supérieurs, mais aussi par les subalternes, et donc d'échouer (j'ai là aussi des exemples concrets). Donc pas de vague !

Les politiques, pourtant théoriquement décideurs ultimes selon les principes de la démocratie, n'ont pas le courage suffisant pour affronter la haute fonction publique et partagent donc cette obligation de conformisme. Si jamais ils en prennent, leurs idées novatrices les entraînent généralement à l'échec : Mendes-France, Chaban-Delmas, Lionel Jospin, Nicolas Sarkozy.

Journalistes

Pendant très longtemps, on s'est moqué des journalistes télé pour leur "servilité" avec le pouvoir en place. Le qualificatif était certainement exagéré, mais il y avait un peu de vrai.

Face à cela, une nouvelle génération a voulu faire du journalisme à l'anglo-saxonne, plus centré sur l'investigation et la confrontation des idées. Malheureusement ce nouveau pouvoir leur est "monté à la tête" et bon nombre des journalistes sont, marketing et publicité aidant, devenus des vedettes qui abusent de leur notoriété au détriment de l'information pure et objective.

Combien de fois assistons nous à des "interviews" orientées !

Normalement, l'interview doit d'abord servir à dégager le point de vue de l'interviewé : on le met donc également face à ses contradictions pour mieux connaître le fond de sa pensée et éventuellement l'amener à en dire plus encore.

Au lieu de cela, les journalistes-vedettes interviewent souvent leurs invités comme si ceux-ci devaient exprimer leurs idées à eux. Ils coupent la parole de l'invité même quand celui-ci développe une idée intéressante et le questionnent à nouveau dans un sens orienté comme s'ils voulaient lui faire dire ce qu'ils attendent de lui, c'est-à-dire leurs propres idées. Si on est sévère, on dira que, s'ils bloquent l'expression des invités, c'est parce qu'ils ne travaillent pas assez leurs sujets et ne comprennent pas bien ce que l'invité expose. Ils en déduisent que les auditeurs ne comprendront pas non plus et que c'est donc sans intérêt.

Bien sûr les invités spécialistes de la communication savent se défendre (via du media-training) et cela donne de remarquables débats, vides de sens mais où tout le monde est capable de compter les points et les bons mots. Du vent qui ne sert à rien !

Les invités moins aguerris, ceux qui auraient des choses intéressantes à dire, se trouvent déstabilisés, alors qu'il faudrait au contraire les aider. Ainsi, au lieu d'exprimer leurs avis de techniciens et de professionnels expérimentés, ils n'expriment plus que les idées des journalistes-vedettes, lesquels ont un niveau de connaissance à peine supérieur à celui du Café du Commerce. A la fin de l'interview, on regrette de ne pas avoir pu parler directement avec l'invité : au moins on saurait ce qu'il avait réellement à dire, en l'absence de "l'intermédiation" parasite du journaliste-vedette.

En synthèse

Ces constats sont assez désolants et semblent immuables, car les pesanteurs sont fortes et se renforcent les unes les autres :

- Vouloir faire changer les politiques sans s'attaquer aux journalistes-vedettes et aux hauts fonctionnaires sera voué à l'échec.
- De même, si l'on veut que cela change, remettre en question la haute fonction publique sera inefficace puisque les deux autres pouvoirs (politique et médiatique) continueront à infuser cette culture de l'autorité, de la discipline, de la répétition des anciennes routines qui ne marchent plus. Les politiques continueront leur politique paresseuse, contraints par les médias qui les harcèlent dès que cela ne convient pas à leurs idées personnelles de communicants.

- Quant à changer uniquement les médias via des lois, non seulement c'est impossible, mais en plus ce n'est pas souhaitable, car c'est un vrai risque pour les libertés.

On a donc un système combiné de trois pesanteurs "qui se tiennent", chacune renforçant les deux autres.

Ceux qui estiment que, en matière judiciaire, c'est également la loterie, la règle littérale et le formalisme primant sur le bon sens, ajouteront une autre cause de nos maux.

D'autres enfin estiment également que nous subissons une irresponsabilité syndicale. Mais est-ce une cause en elle-même ou la conséquence de cette infantilisation généralisée de notre société ?

3 - Pour nous, simples citoyens, que faire ?

Démoralisés par l'ampleur de la tâche, nous pouvons adopter deux attitudes : cultiver notre jardin en attendant que les mentalités évoluent ou nous lancer dans l'action violente.

La seconde solution est encore pire que le mal. Au pire, cela donne des révolutions et des régimes autoritaires, dont on finit toujours par se débarrasser, mais après quels dégâts. Au mieux, cela donne une illusion que tout va changer mais, au bout de peu de temps, tout est oublié et le ronron habituel reprend.

La première solution ne fonctionne pas non plus et cela fait au moins 80 ans (depuis 1940) qu'on peut le noter. Les Français, selon le jugement des étrangers, sont globalement un peuple plutôt plus intelligent et cultivé que la moyenne : normalement, cela devrait développer leurs capacités logiques et les conduire à des mutations culturelles et organisationnelles adaptées, or il n'en est rien. Cela semble même pire que chez nos voisins du nord, qui font pourtant moins preuve de suffisance intellectuelle (voir Annexe 1)

Pour ceux qui veulent agir et ne plus subir, il faut donc s'engager dans une troisième voie, plus active que la première, moins inefficace et dangereuse que la seconde : l'opposition constructive.

S'opposer de façon constructive, mais très déterminée

Vu que les uns comme les autres (politiques, hauts fonctionnaires et journalistes) ne sont pas nés de la dernière pluie et sauront défendre leurs pouvoirs, si besoin en nous rabaissant quand nous sommes trop incisifs, le terme opposition constructive doit être pris dans son entier et d'abord comme une vraie opposition,... et même agressive si nécessaire.

Le qualificatif constructif indique uniquement que notre but doit être de construire. Il ne sous-entend nullement qu'on doive admettre n'importe quoi pour faire plaisir à notre interlocuteurs. Dans le langage public habituel on dit d'une opposition qu'elle est constructive quand elle plie devant le gouvernement : en effet elle ne participe pas à l'élaboration du projet de loi et il est exceptionnel qu'une loi soit substantiellement modifiée au cours des débats parlementaires. Ce n'est absolument pas le sens que nous lui donnons ici.

Concrètement, voici en quoi pourrait se traduire une vraie opposition constructive :

- "Vous me dites cela, d'accord, mais pourquoi ?", voici pour le constructif.

- "Je ne comprends pas pourquoi vous me dites cela, c'est à vous de vous mettre à mon niveau, de m'expliquer logiquement et concrètement, pas à moi d'accepter des dogmes invérifiés, simplement parce que vous les exprimez", voici pour l'opposition que je qualifierai de militante et déterminée.

- "écoutez on ne vous paie pas, et plutôt grassement, pour que vous nous disiez que vous ne savez pas réfléchir, proposer de vraies solutions puis les mettre en œuvre de façon efficace et performante. Fatiguez-vous un peu, travaillez, mobilisez les énergies, arrêtez de faire de la communication et débrouillez-vous pour que ça marche, sinon on vous vire", cela, c'est pour quand on nous répond négativement à la requête précédente.

C'est bien ce qu'on attend de nos élites, car pourquoi rémunérer chèrement des gens qui ne seraient pas plus capables que la moyenne ? Une rémunération cela se mérite : alors arrêtons de trouver normal que ceux qui sont bien rémunérés, ne sachent pas faire. Sinon donnons-leur une rémunération en rapport avec leurs succès, soit guère plus que le SMIC, voire moins s'ils font trop de bêtises !

En démocratie c'est le peuple l'employeur et il doit donc être exigeant avec ses "exécutants", que sont les gouvernants. Vu la qualité assez moyenne de nos gouvernants, on peut en déduire qu'il n'est pas assez exigeant et c'est donc d'abord le citoyen qui doit remonter son niveau d'exigence.

Pourquoi pas des primes votées par les citoyens ? (comme les actionnaires votent celles de leurs dirigeants)

Exiger des informations simples, logiques, concrètes et "extensives"

Chez les élites intellectuelles, on méprise souvent ceux qui, n'ayant pas toutes les informations et les bons modes de raisonnement, préfèrent des yaka-fokons un peu risibles. Pour autant, nous l'avons vu, les élites se trompent assez souvent et avec des conséquences plus étendues.

Pourquoi sommes-nous si sévères avec ceux qui n'ont pas eu la chance de naître ou d'évoluer dans un milieu favorisé et tolérons-nous les insuffisances de jugement de ceux qui ont théoriquement tout pour penser juste et pourtant pensent de travers ? Il y a là une grande injustice intellectuelle.

D'autant plus que, si la pensée populaire n'est pas d'un bon niveau, c'est d'abord à imputer aux élites, car cela prouve qu'elles n'accomplissent pas ce qu'elles devraient estimer comme le cœur de leur mission : fournir les éléments d'information objectifs et incontestables permettant à tous de se forger une opinion raisonnable.

Cette attitude méprisante et irrationnelle d'une grande partie de nos élites est la cause première de la non-adhésion des esprits simples (je me compte parmi eux) à une mobilisation qui serait pourtant nécessaire. "Les masques ne servent à rien, les tests guère plus, il faut limiter les promenades à 1 heure et à moins de 1 km, le déconfinement OK mais pas à plus de 100 km ..." : toutes informations et consignes délivrées à la hâte et surtout sans aucune justification un tant soit peu rationnelle. Quel mépris pour nous tous !

Vous remarquerez également que la nouvelle mode est celle de la (fausse) modestie. Après les affirmations péremptoires et fausses, la nouvelle façon de s'exprimer est "il ne faut pas s'avancer, on ne peut pas dire, on ne sait,...". Cela pourrait faire croire à une vraie attitude d'écoute et de prise en compte multifactorielle de la situation, mais il n'en est rien, car la fin de l'entretien se termine invariablement par "comme on ne sait pas, faites scrupuleusement comme on vous dit", ce qui est une vraie imposture intellectuelle : comment quelqu'un qui ne sait rien et en fait même une preuve de sa supériorité ("si vous avez des idées, c'est bien parce que vous ne comprenez rien", veut-il suggérer) pourrait-il interdire la parole et les idées des autres, tout en imposant au final ses "solutions" ?

Ne nous laissons pas avoir par cette fausse modestie qui est en fait la forme la plus sophistiquée de la manipulation !

Le risque est surtout que cela ne promet pas un rétablissement prochain des libertés individuelles, les procédures contraignantes de nos génies continuant à prévaloir sur les solutions pragmatiques et efficaces d'un peuple mobilisé et instruit.

Exiger plus de démocratie réelle

Personne ne prétend que les solutions sont simples. C'est d'ailleurs parce que c'est complexe qu'il faut mobiliser les cerveaux : tous les cerveaux, pas seulement ceux qui se trompent si régulièrement, par paresse et conformisme. En période difficile, les certitudes non fondées sont un frein au progrès et à l'avancée scientifique.

A part quelques rares émissions d'information (notamment sur la 5) et quelques journaux (Marianne a ma préférence par son anticonformisme), notre information est pauvre et moutonnaire : pas étonnant qu'on ne comprenne rien à ce qui se passe réellement et que certains en déduisent même que des puissances occultes et maléfiques seraient à la manœuvre. C'est stupide, mais compréhensible : cela s'appelle la perte de confiance. Et celle-ci n'est pas sans fondements, on l'a vu.

Alors comment progresser individuellement ?

- pour nos dirigeants, ne pas hésiter à nous prendre pour plus intelligents que nous le sommes, plutôt que l'inverse. Parmi tous ceux qui recevront enfin de l'information crédible et objective, il y en aura peut-être quelques-uns qui auront des idées utiles. Encore faut-il qu'on mette en place un réceptacle à idées et que celles-ci soient étudiées par des experts de niveau supérieur (chercheurs, scientifiques, techniciens) et non simplement parcourues par des politiques ou des gestionnaires plus portés sur la communication que sur la réflexion.

- pour nous, arrêter de faire des complexes d'infériorité vis-à-vis de "sachants" bien moins performants qu'ils semblent le croire (ou vouloir le faire croire). Certes les faits et les causes sont bien complexes surtout pour des non-spécialistes, mais des idées bizarres, déviantes, apparemment paradoxales, peuvent mettre la voie sur des idées et procédés intéressants.

Au niveau collectif, le progrès pourrait provenir de comparaisons objectives et réellement indépendantes avec les pratiques des autres pays (benchmarking diraient les anglo-saxons).

Mais attention ce n'est pas parce que les élites se trompent régulièrement, qu'il faut penser que les citoyens "de base" disent en permanence des choses sensées.

La mode est aux sondages express sur des points apparemment simples : "faudra-t-il obliger le port du masque (partout ? définitivement ?) ? Faudra-t-il interdire de sortir aux personnes à risque (lesquelles, les malades ou tous les plus de 70 ans, comme certains l'expriment parfois) ? Faut-il interdire la vente de légumes et fruits qui ne sont pas de saison ?". Et les résultats sont très inquiétants : à chaque fois

l'obligation ou l'interdiction est le choix très majoritaire des sondés (plus souvent 70-80% que 50-60%). Dit autrement si cette manie des sondages se généralisait et si les dirigeants se fondaient dessus pour légiférer, c'en serait fini des libertés (cf. l'Arrache-Coeur de Boris Vian, qui date de 1953 !)

Faire fonctionner, cette démocratie élargie nécessitera donc de la méthode et du temps, pour que le débat soit approfondi et les solutions étudiées attentivement, puis réellement bien comprises avec tous leurs avantages et inconvénients potentiels, notamment pour les libertés individuelles, avant de donner lieu à un référendum de confirmation.

Il faudra donc opérer avec un filtrage par des experts et des scientifiques indépendants, et même des contre-filtres car les filtres eux-mêmes peuvent être discutables.

4 - En guise de conclusion

Quand j'ai commencé cette note, après une quinzaine de confinement, c'était pour argumenter en faveur d'un devoir de contestation face à l'information "officielle", que ce soit celle du gouvernement ou celle des médias qui ont trop souvent l'habitude d'amplifier le volet négatif (je ne parle pas ici de la critique envers le gouvernement et l'administration, mais du fait qu'ils poussent à amplifier l'action publique en réclamant plus, et pire, en s'exprimant soi-disant en notre nom).

Il apparaît en fin de rédaction de cette note (6 semaines après), que bon nombre d'informations publiques (officielles, officieuses ou créées par les médias) se sont révélées très orientées et parfois volontairement biaisées. La plupart des gens en sont maintenant conscients, ce qui ne pourra que favoriser la contestation de nos fonctionnements.

Un deuxième aspect peut également nous laisser quelque espoir d'évolution positive : ce qui se passe dans les démocraties occidentales les plus évoluées, en particulier l'Allemagne. Vous lirez (annexe 1) un résumé d'une émission de France 5 sur le sujet :

- les autorités allemandes sont moins littéraires et emphatiques, plus techniques, plus pragmatiques, moins autoritaires que les françaises : cela induit que les allemands ont plus confiance dans la parole publique et sont donc plus tentés de suivre les informations et explications (les citoyens allemands d'aujourd'hui, contrairement à ce que pense notre inconscient collectif, ne sont ni plus ni moins disciplinés que les Français, ils sont simplement mieux considérés)
- le système allemand tout en rémunérant mieux ses personnels d'exécution, produit "plus" et mieux avec un niveau de coût analogue au français. L'explication en est très simple : l'excès de procédures et de tâches d'administration en France (cet excès représente un peu plus de 10% du budget total d'un hôpital, c'est-à-dire 40% de coûts administratifs en plus !).

Ces deux constats permettent d'espérer que nous serons en mesure de transformer notre "société d'infantilisation" en une société adulte, centrée sur le progrès technique et social, sur le bien-vivre en harmonie et liberté.

Toutefois, cela fait des décennies nous avons accumulé un vrai retard par rapport aux sociétés plus évoluées du Nord de l'Europe : il ne suffira donc pas d'attendre que ça s'améliore tout seul et il faudra donner un vrai coup de collier pour que ça change.

Remarques :

D'une certaine façon nous avons les élites que nous méritons. Tant que nous ne serons pas plus exigeants à leur égard, elles continueront à mépriser les citoyens "de base", qu'elles n'estiment pas de leur niveau d'intelligence et de culture. Ce mépris est d'ailleurs la cause de leur pusillanimité dans la prise de décision : il induit une incompréhension du citoyen de base (que souhaite-t-il fondamentalement et pourquoi) et les conduit à prendre systématiquement les décisions jugées les moins risquées, c'est-à-dire celles qui n'auront que peu d'effet mais seront simples à expliquer et ne heurteront pas.

Pour résumer,

quelques consignes simples que tout citoyen devrait appliquer de façon systématique :

- exiger une information complète et non biaisée. Comme l'objectivité est difficile à obtenir, le plus simple est de demander un véritable pluralisme, avec analyse réelle des pensées minoritaires (il ne s'agit de magnifier les minoritaires ce qui serait un paradoxe en démocratie, mais simplement de bien comprendre leur point de vue, même si on ne le partage pas)

- demander la mise en place de mécanismes réellement démocratiques dans la décision publique, décentraliser la décision (pas seulement l'exécution) et même accroître les marges d'initiatives de tous, y compris "en bas de l'échelle". Quant à définir précisément comment réformer nos fonctionnements, nous rémunérons suffisamment bien les hauts fonctionnaires et les politiques pour exiger d'eux qu'ils trouvent les meilleures solutions : c'est leur job pas le nôtre. Les consignes inscrites ici (démocratisation, décentralisation, délégation) doivent leur suffire pour concevoir un processus itératif d'amélioration, avec

pour seul critère la qualité des décisions produites (et non l'excellence administrative, laquelle est souvent synonyme de surcharge inutile de procédures)

- être (très) désagréables vis-à-vis des élites les plus paresseuses et les plus méprisantes. Faire partie de l'élite est déjà "une bonne place" et on ne doit pas mépriser ceux qui n'ont pas eu cette chance.

Et si elles nous snobent en parlant de leurs hautes responsabilités et de la fatigue que cela leur occasionne, n'hésitons pas à leur suggérer de prendre un emploi au SMIC. Ainsi elles bénéficieront des mille avantages qu'elles y associent : rémunération trop élevée (qui ruine notre économie), tranquillité d'esprit, absence de soucis...

- refuser les discours-fleuves qui sont une marque caractéristique de leur mépris. Si les discoureurs nous respectaient réellement, ils parleraient beaucoup moins et surtout éviteraient les caresses "dans le sens du poil" pendant de longues minutes, ainsi que les remerciements sans objet (féliciter ceux qui travaillent, alors que c'est normal, n'est-ce pas une vraie démagogie ?). Nous aurions enfin droit à des discours informant vraiment, qui nous permettent de réfléchir par nous-mêmes, individuellement et collectivement. Prenons donc l'habitude de protester bruyamment quand on nous casse les oreilles avec des kilomètres de phrases vides !

A titre personnel je n'écoute plus aucune allocution depuis une bonne vingtaine d'années et cela ne me manque pas. Je m'informe uniquement via les analyses postérieures, si possible écrites car c'est plus fiable et précis.

- être plus exigeant et notamment au moment de voter. En particulier, ne pas écouter tout le bla-bla sur les petites phrases, les attitudes, les sentiments des uns et des autres, mais uniquement les commentaires "techniques", ceux qui expliquent bien, en termes simples, de façon dépassionnée et contradictoire.

- se rappeler que les élites se trompent souvent et qu'on ne peut donc leur faire confiance aveuglément, sans explications pertinentes et rationnelles. Et donc refuser les explications émotionnelles, abstraites, souvent qualifiés de "politiques" par les médias et les administrations, lesquelles ne sont qu'une autre forme de manipulation.

Pour avoir "fait de la politique" pendant des décennies, j'ai remarqué de façon invariante que, quand j'entendais "c'est politique", cela signifiait seulement que ce n'était fondé sur aucun raisonnement logique. Un peu comme quand on dit à un enfant "c'est comme ça, je ne peux pas t'expliquer..." (sous-entendu, "tu ne serais pas capable de comprendre").

- si un dirigeant (politique, administratif) ou un journaliste vous prend de haut, lui rappeler que c'est lui votre employé (ou que vous êtes son client pour le journaliste) et que, comme vous le rémunérez bien, il doit vous en être d'autant plus reconnaissant et soumis (ce qui ne veut pas dire obséquiosité mais dialogue d'égal à égal en se mettant à votre niveau de compréhension)

5 - Mises au point

Anti-élite ou non ?

Plusieurs personnes ayant ressenti dans cette note un discours "populiste" ou anti-élite, je tiens à affirmer que c'est absolument hors de ma pensée et ce pour une raison bien simple : je suis certainement classé dans ce groupe et n'ai aucune volonté suicidaire.

Tenir un discours de vérité à l'égard des élites ne signifie pas qu'elles sont inutiles et encore moins qu'elles doivent être combattues ou supprimées.

On ne conteste même pas la légitimité d'une plus forte rémunération que le citoyen de base, du moins pour les élites qui font consciencieusement et avec application leur travail et apportent ainsi de gros gains humains (les gains financiers ne valent que s'ils se traduisent en gains humains, tangibles et généralisés).

Par ailleurs, l'oppression contre les élites (qui s'est traduite souvent par des massacres) a toujours précédé de très grands malheurs pour l'ensemble de la population, en particulier les plus faibles.

Mais il est bien vrai que je préconise un niveau d'exigence renforcé à l'égard des élites et même à proportion de leur rémunération (donc très renforcé). La trop grande complaisance actuelle - complaisance qu'on refuse d'ailleurs souvent aux petites gens - les incite en effet à ne pas changer de comportement et les empêche de progresser dans leurs résultats, c'est-à-dire nos bénéfices.

Pour résumer, "l'anti-élitisme primaire" est extrêmement dangereux et néfaste, mais cela ne signifie pas qu'on doit tolérer n'importe quoi, comme actuellement. Au contraire, car leurs hauts niveaux de rémunération nous imposent d'être encore bien plus exigeants.

Rechercher des coupables, attaquer en justice ?

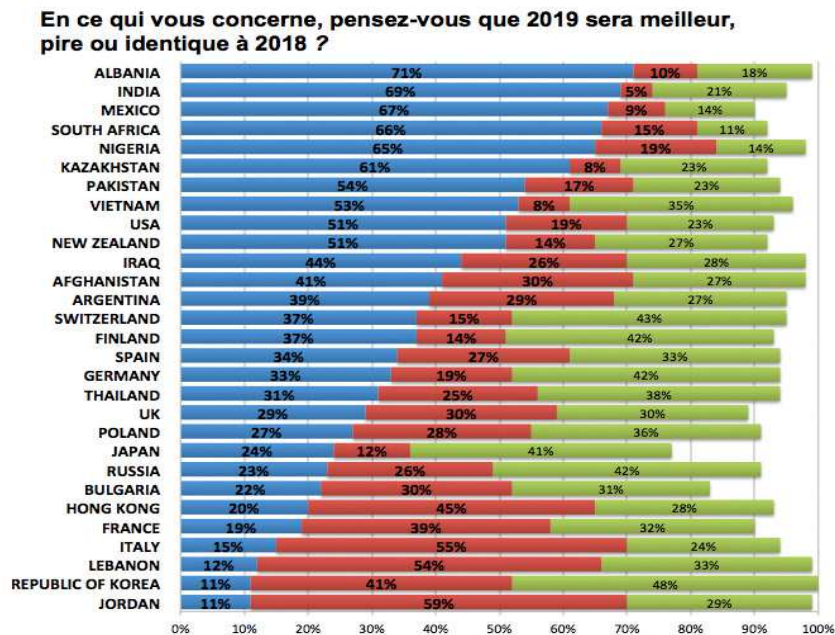
Vu le ton sévère (mais juste) de cette note à l'égard des gouvernants, certains pourraient en déduire que la logique serait de rechercher des responsables et de les attaquer en justice. C'est totalement à l'opposé de nos idées, d'abord parce que notre société a trop tendance à chicaner pour un oui et pour un non et que ceci aussi est un travers culturel néfaste (voir ci-dessous).

Mais la raison la plus fondamentale est que le passé est le passé et qu'il ne servira à rien de le juger à l'aune de maintenant. S'il est ainsi, c'est bien parce que nous avons tous été personnellement négligents : les gouvernants et dirigeants, nous l'avons vu, mais aussi la grande majorité des citoyens qui ne contestent pas l'infantilisation dans laquelle ils se sont placés plus ou moins volontairement. Dit autrement, si on nous traite comme des enfants, c'est aussi que nous l'acceptons. (lire Annexe 2)

A titre d'exemple, les mesures excessives de confinement, pas dans les faits car il est normal de se tenir éloignés les uns des autres en période épidémique, mais dans sa gestion administrative (accumulation d'interdits plus ou moins loufoques, simplement parce que, si on n'est pas trop sévère, les autres ne feront pas ce qu'ils doivent) ne sont qu'une forme de démagogie de nos gouvernants. Nous adorons les réglementations, ils nous en servent.

Les statistiques internationales sont sévères :

- le Français est pessimiste (aucun commentaire n'est nécessaire, le tableau ci-dessous suffit)



- le Français n'a pas confiance dans les autres (l'étude est ancienne, mais certainement toujours valable ; si vous trouvez plus récent, merci de m'en faire part)

Tableau 1 : Faire confiance aux autres, en 1981, 1990 et 1999

Enquête	Portugal	Grèce	France	Belgique	Luxembourg	Grande-Bretagne	Autriche	Italie	Allemagne	Irlande	Espagne	Finlande	Pays-Bas	Danemark	Suède
1981	-	-	23	26	-	42	-	26	27	39	33	-	39	47	-
1990	21	-	21	31	-	42	28	33	31	47	34	-	50	56	60
1999	10	18	21	28	25	29	31	32	33	35	36	57	59	64	64
PIB par tête en euros	12269	12989	28032	27979	49262	27120	29360	23409	29668	23467	15831	28253	28278	37489	30356

Conclusion

Au lieu de ressasser des poncifs racistes sur l'indiscipline des Latins (en Italie, le taux de confiance aux autres est au niveau de l'Allemagne, 50% de plus qu'en France ; en Espagne, il est nettement supérieur à l'Allemagne et pas loin du double de la France) pour expliquer que c'est normal que l'Allemagne réussisse mieux, essayons d'abord, nous Français, de faire des efforts culturels et politiques dans ces deux domaines, qui sont certainement corrélés (mais lequel induit l'autre ?)

Faisons œuvre de doute systématique (Descartes), autrement dit de contestation de tout ce qui n'est pas établi de façon certaine et intelligible par nous-mêmes, mais avec la confiance et l'optimisme qui seuls permettent de progresser.

Nous, c'est bien sûr l'ensemble des Français, mais en premier lieu nous les élites, qui devraient être à l'avant-garde... et pas à la traîne, comme trop souvent. Notre position privilégiée doit se mériter : elle implique notamment une responsabilité sociétale forte.

Arrêtons de geindre et changeons avec courage et détermination.

Annexe 1

(émission télévisée C dans l'air, France 5, samedi 18 avril)

"Allemagne : pourquoi sont-ils meilleurs ?"

Crédibilité et confiance dans les élites allemandes

La chancelière est une scientifique (docteur en physique quantique) avec une approche froide et détachée des choses. Elle est le contraire de Macron ; elle est prudente, modérée.

En Allemagne, la science est une valeur forte ; on investit énormément dans la recherche ; il y a un vrai respect pour les scientifiques.

Angela Merkel écoute beaucoup les scientifiques pas uniquement les médecins. Elle est scientifique et détachée ce qui engendre la confiance (elle est crédible).

Emphase française :

- nous sommes en guerre (Macron, 6 fois)
- ce n'est pas une guerre c'est un test de notre humanité (Steinmeier, président allemand)

Élites françaises (politiques et aussi économiques) sont férues de littérature (ou au moins veulent en donner l'impression). En Allemagne (et Chine), elles ont surtout férues de technologie.

Pénuries en Allemagne

Difficulté sur masques, gants, blouses

Pas de pénurie de lit : les 28 000 lits de soins intensifs étaient disponibles à 40% au début de la crise ; plus 10 000 lits en quelques semaines.

Tests viraux : efforts de guerre collectif global des industriels.

Allemands sont disciplinés et ont bien fait le confinement

(la journaliste fait un signe négatif avec sourire). "A Berlin, on circule librement. Il y a une recommandation de rester chez soi, mais ce n'est pas une obligation."

"Allemands ne sont pas plus disciplinés mais plus respectueux de la parole donnée d'Angela Merckel"
(nota : la journaliste répète trois fois qu'elle a demandé à ses concitoyens, pas exigé)

"A Berlin, on a arrêté aujourd'hui des gens qui faisaient des manifestations spontanées"
Y en a-t-il eu en France ?

"La clé c'est le respect."

Souplesse grâce au fédéralisme (Bavière versus Berlin) : plus réactif, plus adapté au local

Moins dépendant de décisions centralisées qu'en France

Médecins et soignants français largement au niveau des allemands mais c'est le système français qui dysfonctionne : la centrale qui disjoncte et, en particulier ne comprend pas l'enjeu des tests, c'est la grande faillite française (ils ont bloqué les appels vers laboratoires vétérinaires, les laboratoires de département, de ville,...).

en France 3,1 lits d'hôpitaux pour 1000 habitants contre 6 en Allemagne

Qu'est-ce que vous Français faites de l'argent que vous mettez dans votre système de santé ?
(question posée par des Allemands à une journaliste française)

11% du PIB des 2 côtés mais 28 000 lits de réanimation contre moins de 5 000 en France
Nota : USA beaucoup plus d'argent avec qualité moindre, Corée du Sud beaucoup moins d'argent et qualité meilleure.

Bureaucratisme (le journaliste cite les ARS, agences régionales de santé, en particulier) : part des personnels administratifs dans les hôpitaux allemands est de 10 points de moins qu'en France (25% contre 35%) → pour le même niveau de dépense beaucoup plus de soignants dans les hôpitaux allemands que français.

Le système social allemand est moindre qu'en France (croyance française)

"Actuellement on a fait la démonstration de l'inverse. Par contre c'est vrai que l'Allemagne doit plus investir dans les transports, les écoles les universités ; c'est pareil en France" (journaliste allemand)

"Système français n'est pas fait pour bien apprendre, puisqu'il y a assez peu de communication et que ça vient de haut en bas. Par définition la centrale aime assez peu prendre des leçons de ce qu'elle peut voir." (journaliste allemand)

Commentaire annexe sur l'efficacité des systèmes français et allemands

Les infirmiers et personnels soignants sont mieux payés en Allemagne

- "Combien gagne le personnel soignant en Allemagne ? Pendant sa formation, il reçoit entre 1.040 et 1.200 euros par mois. En début de carrière, les infirmiers et auxiliaires de santé diplômés gagnent environ 2.500 euros par mois." (information septembre 2018)

- "Salaire mensuel net des infirmiers selon la structure d'exercice. 1 820 euros, c'est le revenu mensuel net moyen touché par les infirmiers en France selon les résultats d'une enquête menée par Infirmiers.com du 13 au 30 juillet 2017" (20 oct. 2017)

Les premiers chiffres sont peut-être en brut et le second en net, auquel cas il faudrait rajouter de l'ordre de 10% soit 2000€ brut. Cela fait quand même environ 25% d'écart ! Et en plus les études sont rémunérées, ce qui n'est le cas que pour certaines infirmières en France.

Autrement dit non seulement les hôpitaux allemands sont deux fois plus nombreux et plus de 4 fois mieux équipés en lits de réanimation mais en plus ceci est réalisé dans un contexte où les personnels soignants sont bien mieux rémunérés.

Ceci n'est pas spécifique à la santé et on fait le même constat en matière d'éducation : les professeurs allemands sont significativement mieux payés alors que le budget éducation des deux pays sont sensiblement équivalents et que les résultats scolaires allemands semblent meilleurs.

Dans un récent numéro de Marianne, était recensé la charge administrative des agents dans diverses fonctions publiques (en plus de enseignants et soignants, il y avait pompiers, éducateurs, policiers,...). A chaque fois il semblait bien qu'il y avait une **forte inflation des fonctions inutiles** (comment dénommer autrement l'administratif superfétatoire ?).

Ceci ne concerne apparemment pas que le public, car le privé semble aussi noter une croissance importante des tâches inutiles. Il reste à savoir si c'est dû à des contraintes réglementaires (en provenance de l'État et des collectivités) ou un effet mimétisme, les énarques passé dans le privé raffolant des procédures qu'ils ont développées dans le public !!!

Annexe 2

Contrôler des crétins ou informer des hommes libres - Natacha Polony - 07 mai 2020

« *Qui apprendrait aux hommes à mourir leur apprendrait à vivre.* » Cette phrase de Montaigne résonne étrangement à nos oreilles alors que les sociétés occidentales ont redécouvert brutalement la fragilité de nos existences. La promesse de progrès continu du bien-être, qui est au cœur du capitalisme consumériste, repose sur un fantasme de toute-puissance et de maîtrise absolue de la nature que le dérèglement climatique et la disparition de la biodiversité avaient déjà largement attaqué, mais qui se heurte désormais à un virus insaisissable et trompeur. Le premier réflexe fut de s'en remettre entièrement à « ceux qui savent », sans que l'on sache très bien s'il fallait inclure sous cette appellation les praticiens (hospitaliers, bien sûr, car les médecins de ville ont été méprisés tout au long de cette crise), les épidémiologistes (dont la science est celle des projections plus ou moins aléatoires) ou l'administration de la santé (qui a apporté de multiples preuves de sa capacité à prescrire tout et son contraire). Quoi qu'il en soit, l'urgence était non pas d'éviter des millions de morts, le virus ne nous promettait pas une telle hécatombe, mais d'éviter des morts dont nous savions qu'elles étaient évitables.

Aujourd'hui se pose la question de notre retour à la vie. Et l'on se gardera de ces discours va-t-en-guerre sur l'héroïsme et les couards. Il est parfaitement légitime de craindre pour soi et pour les siens. Car justement, il n'est pas question du front mais de la vie. Et de la juste mesure entre l'inconscience et la trouille. Entre la stupidité de celui qui croit que la maladie et la mort sont pour les autres et la peur irrationnelle qui bloque un pays entier.

DISCOURS MENAÇANT

Encore cette peur est-elle nourrie par le discours des autorités sanitaires, dont on a compris qu'elles nous enfermeraient bien pour les deux prochaines années si cela pouvait éviter de nouvelles contaminations. Nourrie également par les discours menaçants d'un pouvoir politique qui n'a trouvé que ce moyen pour sembler reprendre la main. Interdire et menacer, tout en rejetant la responsabilité sur ceux que l'on menace. « *Si vous ne respectez pas les règles, nous vous priverons de déconfinement. Il ne vous appartient pas de juger si vous pouvez marcher sur une plage, mais c'est à vous de décider si vous renvoyez vos enfants à l'école.* » Mieux, vous êtes priés de retourner travailler, donc de renvoyer vos enfants à l'école, mais vous ne saurez pas si vous avez eu le virus, car vous n'êtes pas aptes à comprendre ce qu'implique cette information.

Prière d'avancer, mais dans le noir.

Le déconfinement, nous avait annoncé le Premier ministre, reposerait sur ce triptyque : «protéger, tester, isoler». Mais on ne testera que ceux qui ont des symptômes. Le virus pourra donc continuer à circuler tranquillement chez ceux qui sont asymptomatiques. Et pour ceux qui pensent l'avoir eu, il leur sera impossible de faire vérifier l'information puisque les tests sérologiques seront effectués selon des critères extrêmement restreints, alors même qu'on nous explique qu'il est important de comprendre comment progresse l'épidémie. Impossible de savoir si les précautions qu'on a prises ont été efficaces ou non, impossible de déterminer si l'on a été infecté et de quelle manière. On n'osera demander si, une fois encore, cette doctrine absurde a pour unique but de masquer la pénurie. Prière d'avancer, mais dans le noir.

Le résultat est déjà visible : ceux qui ont le choix évitent à tout prix de reprendre une activité. Tirillés par des injonctions contradictoires, ils nourrissent une angoisse parfaitement compréhensible mais dont les conséquences sur la vie économique du pays seront tragiques. On sait déjà que les mesures de distanciation et la mise en place des nombreux gestes barrières feront baisser la productivité dans des proportions incalculables. Mais c'est aussi la consommation, l'activité quotidienne, qui vont encore rester au point mort pour quelques mois.

DÉMOCRATIE OU NÉOLIBÉRALISME AUTORITAIRE

Le rappel de notre condition de mortels doit-il marquer l' « écroulement » de notre civilisation, pour reprendre le mot d'Edouard Philippe ? Sommes-nous devenus à ce point incapables d'accepter notre finitude que nous sacrifions sans aucun débat le long terme à la préservation immédiate, sans souci du juste équilibre ? Il n'est pas question de faire la leçon à ceux qui sont confrontés concrètement à des arbitrages périlleux sous l'œil obsessionnel des chaînes d'information continue et des réseaux sociaux. Mais un enseignement se dégage. Face à l'incertitude, la démocratie est, contrairement à ce que beaucoup semblent croire, le régime le plus efficace. Parce qu'il postule la responsabilité des individus et les rend maîtres de leurs décisions, autonomes, se fixant leurs propres règles. Rien à voir avec ce néolibéralisme autoritaire qui postule la minorité des citoyens, retient les informations et multiplie les interdits pour mener à la baguette des gens rétifs sur qui pourtant on se défausse pour éviter qu'ils n'intentent des procès.

Contrôler des crétins angoissés ou informer et gouverner des hommes libres de leurs décisions souveraines, tel est le dilemme de tout dirigeant.